

ORIGINE DU FORUM SOCIAL MONDIAL

(Extraits de l'article de Francisco Whitaker publié dans le "Correio da Cidadania" le 22/01/2001)

Début 1998 fut publiquement annoncée la proposition d'un Accord multilatéral d'investissements - plus connu sous le sigle AMI ou, en anglais MAI - qui devait être signé par les pays les plus riches du monde avant d'être "proposé", ou plutôt "imposé" aux autres pays du monde. Cet accord avait été discuté, dans le plus grand secret, au sein de l'OCDE et était censé devenir une sorte de Charte mondiale du capital, auquel il octroyait tous les droits - surtout dans le Tiers Monde, qui recevrait les "investissements" - et pratiquement aucune obligation. Le journal français *Le Monde diplomatique* reprit et diffusa alors une première dénonciation faite aux Etats-Unis par le mouvement "Public Citizens", conduit par Ralph Nader, dans un article signé par une avocate de ce mouvement, Lori Wallach. De la réaction au caractère absurde de cet accord **naquit un mouvement social de contestation** qui, fin 1998, conduisit la France à se retirer des négociations et, partant, à son abandon.

L'une des associations à l'origine de cette mobilisation fut ATTAC - à l'origine Association pour la taxe Tobin d'aide aux citoyens et, aujourd'hui, Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens - qui commençait alors à prendre forme suite à une proposition en ce sens avancée, toujours, par *Le Monde diplomatique*. [...]

C'est à partir des articulations [...] entre tous ceux qui se refusaient à voir un monde entièrement contrôlé par les intérêts du capital, que commencèrent à s'organiser des manifestations contraires à ce type de mondialisation. Les plus connues, de par leurs répercussions médiatiques, furent celle de Seattle, contre l'OMC, celle contre le FMI et la Banque mondiale à Washington, [...] où les représentants des gouvernements ont dû clôturer leur réunion un jour plus tôt que prévu.

Or, cela faisait déjà une bonne vingtaine d'années que les maîtres du monde se retrouvaient dans un Forum, qu'ils avaient baptisé *Forum économique mondial*, qui se tenait à Davos, une petite et luxueuse station suisse de sports d'hiver. Organisé par une association devenue aujourd'hui une grande entreprise, ce Forum accueille une fois par an - sans oublier les rencontres régionales qu'il a mises en place - ceux qui peuvent déboursier 20 000 dollars pour venir écouter les grandes têtes pensantes au service du capital et s'entretenir avec elles, mais aussi écouter les critiques de la mondialisation en cours, critiques invités pour donner une légitimité au Forum. [...]

C'est donc devant un tel tableau que quelques Brésiliens se sont dit qu'il était possible d'entamer une nouvelle étape de résistance à cette pensée devenue hégémonique à l'échelle planétaire. Par delà les manifestations de masse et la contestation, il devait être possible d'ouvrir une étape de propositions, une quête concrète de réponses aux défis de la construction d' "un autre monde", dans lequel l'économie serait placée au service de l'être humain, plutôt que le contraire. Des économistes et autres universitaires opposés au néolibéralisme réalisaient déjà en Europe des rencontres baptisées de Anti-Davos. Mais leur but allait beaucoup plus loin. A savoir, organiser une autre rencontre, de portée mondiale, où seraient présentes toutes les organisations en cours d'articulation dans les manifestations de masse, rencontre fondée sur le social : le *Forum social mondial*. Pour donner une dimension symbolique à cette nouvelle étape, la rencontre devait avoir lieu aux mêmes dates que celle de Davos en 2001 et il en serait de même chaque année.

L'auteur de cette idée remarquable [...] fut notre ami Oded Grajew, qui me la soumit [...]. Nous décidâmes de la présenter au directeur du *Monde diplomatique*, qui est aussi le président d'ATTAC France, Bernard Cassen et de voir avec lui si elle serait bien perçue hors du Brésil.

L'enthousiasme de Cassen fut tel qu'il nous proposa d'organiser le Forum au Brésil. A ses

yeux, l'effet symbolique exigeait qu'il se tînt dans un pays du Tiers Monde. Et le Brésil offrait les meilleures conditions. C'est de lui encore que vint l'idée de l'organiser à Porto Alegre, capitale d'un Etat dont le prestige s'accroît à chaque jour qui passe en vertu de ses expériences démocratiques et de sa lutte contre le néo-libéralisme. Cassen nous renvoya donc le défi : si nous étions capables d'organiser le Forum, nous recevions non seulement l'appui de son journal, mais encore et certainement celui des organisations qui se dressent dans le monde entier contre la domination du capital.

De retour au Brésil, nous entreprîmes d'identifier les organisations et associations disposées à relever ce défi et à assumer cette énorme tâche. Le 28 février 2000 vit la réunion à Sao Paulo des représentants de 8 organisations¹ qui ont souscrit un " Accord de coopération " visant à organiser le Forum social Mondial [...].

Une délégation de ces organisations se rendit à Porto Alegre au mois de mars 2000 pour y consulter Olívio Dutra² et Raul Pont³ et voir si les gouvernements fédéré et municipal acceptaient d'accueillir le Forum, tout en partant du principe que ce projet serait mis en œuvre par les organisations de la société civile. Le gouverneur et le maire ayant répondu par l'affirmative, l'heure était venue de travailler au plus vite à l'organisation et à l'effective mise en œuvre de cette nouvelle rencontre mondiale y compris en invitant d'autres organisations de la société civile afin de monter un Comité brésilien d'appui au Forum.

Suivant une suggestion de Cassen, une délégation se rendit fin juin à Genève, où devaient se réunir, dans le cadre d'un " sommet " alternatif au Sommet social de l'ONU "Copenhague + 5", une grande partie des organisations qui s'articulaient à travers le monde dans les manifestations contre le néo-libéralisme. Un espace nous fut ouvert pour nous permettre de présenter notre proposition, qui fut très bien accueillie. Le vice-gouverneur du Rio Grande do Sul, Miguel Rossetto, était également du voyage pour confirmer que l'Etat avait accepté d'accueillir le Forum. A cette occasion, un Comité international d'appui au Forum fut mis en place.[...]

Notre intention est d'ouvrir un espace - avec chaque année, un nouvel approfondissement - à une réflexion elle aussi " mondialisée ", en quête d'alternatives à ce modèle qui nous domine[...]. Nous espérons que cette répercussion assurera définitivement le début d'une nouvelle étape dans le combat contre l'assujettissement de l'être humain aux intérêts du capital.

¹ ABONG (Association brésilienne des ONG), ATTAC, CBJP (Commission Brésilienne de Justice et Paix, de Conseil National des Évêques Brésiliens), CIVES (Association Brésilienne des Entrepreneurs pour la Citoyenneté), CUT (Centrale Unique des Travailleurs), IBASE (Institut Brésilien d'Analyses Sociales et Économiques), MST (Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans-Terre), Réseau Social de Justice et des Droits de l'Homme

² Gouverneur de l'Etat de Rio Grande do Sul de l'époque

³ Maire de Porto Alegre de l'époque